

Une question au coeur du dialogue de Sendai : comment optimiser la gestion du risque de catastrophes ?

Le 11 mars 2011, un tsunami colossal s'abattait sur 650 kilomètres de côtes, au nord-est du Japon, rasant tout sur son passage et faisant quelque 20 000 morts ou disparus. Cette catastrophe sera dans les esprits des dirigeants politiques, des experts et des survivants qui participent au dialogue de Sendai (a) afin de réfléchir à des solutions pour mieux protéger les populations dans un monde toujours plus dangereux : en 30 ans, le nombre de catastrophes a doublé et les préjudices économiques ont triplé.

Le dialogue de Sendai se déroule les 9 et 10 octobre dans une ville qui, comme les cités voisines, a été dévastée par le séisme et le tsunami. Co-organisée par le gouvernement japonais et la Banque mondiale, la manifestation devrait attirer les ministres des Finances et du Développement qui convergent vers le Japon pour les Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale organisées à Tokyo plus tard dans la semaine.

Ces deux journées reviendront sur les enseignements de cette catastrophe et d'autres événements dramatiques survenus dans le reste du monde. Il s'agit aussi d'appeler à l'intégration de la gestion des risques dans la planification du développement, pour permettre aux pays, aux communautés et aux citoyens d'être plus résilients aux catastrophes.

Le président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, le ministre des Finances du Japon, Koriki Jojima, la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, la commissaire européenne Kristalina Georgieva, et la ministre des Finances du Nigéria, Ngozi Okonjo-Iweala, font partie des personnalités qui participeront à une session de haut niveau sur la nécessité de faire de la gestion du risque de catastrophes une priorité dans l'ordre du jour du développement.

La manifestation met en exergue un problème mondial : l'augmentation, en fréquence et en coût, des catastrophes. Au cours des 30 dernières années, le nombre de catastrophes a doublé et le coût des dégâts triplé, pour un impact total estimé à 3 500 milliards de dollars, selon Munich Re, l'un des premiers réassureurs internationaux.

Le préjudice économique est plus lourd dans les pays à revenu intermédiaire à forte croissance : en moyenne, les catastrophes y ont représenté 1 % du PIB entre 2001 et 2006, soit environ dix fois plus que le fardeau moyen supporté par les pays à revenu élevé.

Depuis 1980, les pays à faible revenu n'ont été victimes que de 9 % des catastrophes – mais représentent 48 % des morts. De nombreux pays plus petits et plus pauvres – comme les petits États insulaires ou les pays enclavés – peuvent subir des pertes dépassant 100 % de leur PIB. Les experts constatent que l'impact des catastrophes est particulièrement lourd pour les populations pauvres et vulnérables, car elles ont plus de probabilités de vivre dans des zones fragiles et dangereuses et sont moins capables de rebondir après coup.

La situation ne peut qu'empirer puisque l'explosion incontrôlée des villes fait courir des risques à toujours plus de monde. D'ici 2050, le nombre de citoyens exposés aux seuls séismes et tempêtes pourrait doubler, pour atteindre 1,5 milliard.

Moins de 4 % de l'aide internationale liée aux catastrophes ont été consacrés à des activités de prévention et de préparation dans les pays en développement entre 1980 et 2009. Mais ces 30 dernières années, les catastrophes ont provoqué pour environ 1 200 milliards de dollars de dégâts dans les pays à revenu faible et intermédiaire, soit environ un tiers de toute l'aide au développement accordée pendant cette période.

« *La communauté internationale doit de toute urgence privilégier l'intégration de la gestion des risques de catastrophes* », souligne le rapport Sendai, où l'on peut lire aussi que le fait de s'attaquer à la racine du mal plutôt que d'en gérer les conséquences présente de multiples avantages et peut véritablement changer la donne.

Selon Rachel Kyte, vice-présidente de la Banque mondiale pour le développement durable, « *les dividendes qui découleront d'une action tournée non seulement vers le financement de la réponse aux catastrophes mais aussi vers l'investissement en faveur de la résilience seront très – et de plus en plus – considérables en termes de croissance économique et de bien-être pour les populations* ».

Les pays réduiront le risque de catastrophes en renforçant leurs capacités de résistance, de réaction et de relèvement face à un choc naturel. Ainsi, le programme de protection sociale mis en place en Éthiopie pour les familles en insécurité alimentaire chronique (et soutenu par de nombreux donateurs) a limité les souffrances des populations pendant la sécheresse qui s'est abattue sur la Corne de l'Afrique en 2011.

L'aide internationale au développement – à la fois technique et financière – peut apporter le soutien tant attendu aux investissements nationaux dans la gestion des risques de catastrophes. Elle peut fournir des capitaux d'amorçage pour engager des programmes nationaux, apporter un appui technique dans les grandes zones à risque et impulser une gestion globale des risques.

« *La prévention des risques est possible et peut se révéler rentable à long terme* », affirme Francis Ghesquière, responsable du Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement (GFDRR) en charge du groupe des meilleures pratiques pour la gestion du risque de catastrophe à la Banque mondiale. « *La catastrophe du 11 mars 2011 au Japon a rappelé au monde entier qu'aucun pays ne pouvait se prémunir totalement de catastrophes de grande ampleur. Mais les conséquences du séisme et du tsunami auraient pu être exponentiellement pires si le Japon n'avait pas accordé de priorité aux activités de prévention et de préparation* ».